

Bien-être porcin et nouvelles tendances de production

Renée Bergeron, Ph.D., agr.

Université Laval

Le bien-être animal est plus qu'un simple terme à la mode. Ce mouvement en plein essor est le reflet d'une préoccupation croissante de la population envers la façon dont les animaux sont traités. Contrairement à certaines idées véhiculées, la plupart des gens qui s'intéressent à cette cause sont loin d'être des « extrémistes ». L'évolution rapide de la législation européenne et l'apparition, en Europe et en Amérique du Nord, de nouveaux programmes de type « assurance-qualité » axés sur le bien-être animal sont à la fois le résultat et le moteur du changement d'attitude qui se fait sentir sur la question du traitement des animaux de ferme.

Les normes de bien-être, bien qu'elles proviennent de sources différentes, ont toutes pour but premier de s'assurer que les animaux aient accès à une alimentation adéquate, un logement confortable, un environnement sain et des soins appropriés. Les normes tiennent également compte des besoins comportementaux des animaux et visent à réduire le stress, la peur et la souffrance.

Le mouvement pour le bien-être des animaux est très fort en Europe, et ce, depuis plusieurs années. Les nouvelles directives de l'Union européenne établissent des normes minimales relatives à la protection des porcs. On y retrouve, entre autres, des dispositions sur le logement, l'alimentation, la régie du troupeau, et les soins à apporter aux animaux. Plusieurs pratiques courantes au Québec sont déjà conformes à ces directives, d'autres s'en approchent, alors qu'une minorité est en décalage complet. Bien que les lois des pays européens dictent des conditions d'élevage qui ne s'appliquent qu'aux producteurs européens, elles peuvent exercer une influence indirecte sur la façon dont les animaux sont traités en Amérique du Nord. En effet, plusieurs programmes de type « assurance-qualité » dont le développement est récent en Amérique du Nord sont bâtis sur les mêmes principes de base que ceux des directives européennes. Ces programmes « assurance-qualité » risquent de toucher bon nombre de producteurs à moyen et à long terme.